



LE VIVANT-EUROPE

électronique

N° 4 (février 2004)

1. LE VIEUX SOUVERAIN

Dans une civilisation ancienne, les gens avaient compris que dans un échange, les deux parties étaient **gagnantes** car chacune développait ses compétences et échangeait ainsi le fruit de son travail avec d'autres.

En ce temps-là, **les participants à l'échange** devaient par exemple, fournir par exemple un mouton en contre partie de fruits et de légumes. Par la suite, on inventa des échanges avec délai « Je te donne maintenant un mouton et endéans les trois mois, tu me donnes la quantité convenue de fruits et de légumes. »,

Comme à l'époque, peu de personnes savaient lire et écrire, des bons d'échanges étaient symbolisés par des pièces de monnaie en métal.

Ce système d'échange pouvait donc s'appliquer **à divers domaines** allant des besoins premiers à l'échange de services : « Jean construit une chaumière pour Pierre, Pierre va à la chasse pour Paul et Paul livre des fruits et légumes à Jean. »

Certains anciens s'occupaient de l'éducation des jeunes. Et ceux qui s'en sentaient capables, défendaient le village contre les envahisseurs. Il y avait aussi un vieux sage qui rendait la justice et un médecin. Ils étaient payés **en nature** pour leurs prestations ou **en monnaie** qui finalement étaient des bons d'échange. Les parents étaient très occupés avec leurs enfants et se partageaient les tâches.

Ce système fonctionnait bien et était **profitable** pour les gens d'un village ou d'une ville. **D'autres villes** avaient d'autres bons d'échange, d'autres monnaies et des contacts variés s'établirent entre diverses communautés, ce qui créa des **échanges commerciaux**. Des bons d'échanges ou –monnaies variées se croisèrent et certains concitoyens acceptaient volontiers de la monnaie des villes voisines car cela leur permettait d'échanger des marchandises que des vendeurs étrangers leurs proposaient.

Bien vite, les commerçants acceptèrent la monnaie des autres villes, ce qui multiplia encore les possibilités commerciales.

Tandis que les échanges se développaient, **certains escrocs** ont commencé à fabriquer des fausses pièces de monnaie. Cette contrefaçon fut sévèrement punie et une parade fut la fabrication des monnaies **en métaux précieux**.

Et que faisait-on lorsque de **gros travaux d'intérêt collectifs** devaient être réalisés ? Un nouveau chemin par exemple ou la construction d'un port ?

Il était impossible d'échanger cela ...

La plupart du temps, **chacun intervenait** selon ses moyens et finalement, tout le monde était concerné par le service rendu par la réalisation de ces gros travaux.

Un vieux souverain avait trouvé une autre méthode. Il fit frapper de **la monnaie supplémentaire** qu'il donna aux gens en contrepartie de ces travaux d'intérêt public.

« Je vais faire en sorte, annonça-t-il, que ceux qui reçoivent cette monnaie puissent l'échanger chez moi ou chez un autre en toute sécurité, contre de la nourriture ou autre chose ».

Grâce à ces nouvelles routes, des convois avec du poivre et du sel, du café et du chocolat purent pénétrer dans la ville. **Le vieux souverain** plaça une garde avec une mission de **douane** aux entrées de la ville, et les habitants qui voulaient acheter des épices à ces commerçants étrangers, devaient payer **des taxes proportionnelles à la quantité de marchandises qu'ils achetaient**. C'est ainsi que le souverain **recupéra** la monnaie qu'il avait donnée à la population pour l'exécution de travaux publics.

Rien ne l'empêchait d'entamer d'autres gros travaux aussi longtemps que ses sujets continuaient d'acheter des produits étrangers sur lesquels il pouvait lever des taxes.

Mais bientôt, il n'y eut plus de gros travaux à effectuer, et le souverain s'aperçut que **le nombre de mendiants augmentait**. Parmi eux, il y en avait qui mendiaient de manière si convaincante que leur mendicité leur procurait un revenu plus grand que celui de personnes qui travaillaient dur dans les champs. Parmi ces mendiants, il y avait aussi de vrais nécessiteux qui ne parvenaient pas à mendier avec conviction ou qui étaient trop fiers pour le faire.

Le Souverain se dit : *« Je vais m'inspirer de la période des gros travaux en distribuant de la monnaie mais à tous cette fois-ci, sans chercher à savoir qui est dans le besoin et qui ne l'est pas. Ce que je vais distribuer n'est pas énorme mais répond aux premiers besoins. »*

En même temps, il établit **une taxe sur les bijoux** que les gens venaient acheter aux portes de la ville.

Cela fonctionna très bien. Il y eut moins de vol et tout le monde avait plus d'argent et dépensait davantage.

Pour acheter quoi ? De la nourriture aux paysans, de meilleures chaussures aux cordonniers, de la bière dans les tavernes, des épices et des bijoux. Les paysans devinrent plus riches, les tenanciers de tavernes reçurent de plus en plus de monnaies, les gardes de la ville récoltèrent de plus en plus

d'argent provenant des taxes sur la vente d'épices et la riche bourgeoisie désirait de plus en plus de bijoux. Et tout allait pour le mieux dans le royaume.

C'est alors que le Souverain se dit : « *Et si je donnais un peu plus de monnaie à tous et si j'augmentais légèrement les taxes sur les épices et les bijoux ?* ».

C'est ce qu'il fit et aussitôt la pauvreté disparut. Tout le monde dépensait cet argent supplémentaire en sorte qu'il y eut encore plus d'échanges. Davantage de personnes eurent assez de monnaie pour s'acheter des bijoux coûteux ou des épices.

Un jour, **ce bon Souverain mourut**, l'âme en paix et satisfait de ce qu'il avait fait pour son peuple.

Son fils aîné lui succéda comme c'était la coutume en ces temps là car on n'avait pas encore réalisé qu'au fond, pour les fonctions de gestion, les femmes étaient au moins aussi douées que les hommes.

Ce fils pensait avoir bien retenu les leçons de son père. Il se dit : « *Il me suffit de continuer à faire fonctionner le système instauré par mon père et de gagner un peu plus d'argent en augmentant les taxes.* » **Mais il ne donna pas cet argent supplémentaire à la population.** Il le distribua uniquement aux gens de son entourage, à sa cour.

Au début, cela passa inaperçu, mais sa cour se mit à se développer et nécessitait davantage d'argent. Les taxes sur les épices, friandises et bijoux devenaient de plus en plus élevées et la population n'était pas vraiment satisfaite car elle ne recevait rien en retour mais devait toujours payer toujours plus. Toutefois, la population se disait que le nouveau souverain devait bien savoir ce qu'il faisait. Cependant, la fraude se mit à augmenter et le nouveau souverain fut contraint **d'engager du personnel pour lutter contre cette fraude.** Il dut également construire des prisons alors qu'auparavant, elles n'avaient pas de raison d'être. Il acquit l'image d'un souverain riche et puissant qui plaisait aux dames de sa cour et qui, lors de grands fêtes, invitait les souverains voisins à admirer sa réussite.

Face à cette situation, le nombre de mécontents augmenta et les critiques fusèrent. Les temps étaient devenus mauvais, et les gens se mirent à épargner de la monnaie plutôt que d'acheter des épices et des bijoux, **ce qui fit chuter les revenus du souverain.** Aussi, décida-t-il **de réduire les allocations de tout le monde**, celles que son père avait mis en place. Il se dit que les gens n'avaient qu'à travailler davantage pour gagner leur argent. **Le mécontentement des gens se transforma en colère.** Les mendiants firent de nouveau leur apparition dans la ville et les habitants durent la nuit, fermer leurs maisons à clef pour éviter les cambriolages.

La population dépensait de moins en moins et de la sorte, moins de taxes rentraient dans les caisses du souverain et de sa cour.

C'est pourquoi, le nouveau souverain décida que lorsque les gens échangeaient, par exemple 6 poulets contre 24 choux-fleurs, un tiers de la valeur de la transaction devait aller au souverain à savoir 2 poulets et 8 choux-fleurs dans ce cas-ci.

Le souverain dut engager des employés pour mettre tout ceci en place et il dut renforcer le service d'ordre.

Cela **coûta** naturellement beaucoup d'argent et lorsqu'il fit ses comptes, **il remarqua que ses réserves diminuaient à vue d'œil.**

Or, la plupart des gens pensaient que le souverain **ne voulait que leur bien** (et c'est d'ailleurs exactement ce que pensait le souverain de lui-même)... « Car finalement, n'était-il pas le fils d'un très bon souverain ? On ne pouvait certainement pas faire mieux. Les temps sont difficiles et nous devons nous serrer la ceinture » pensaient-ils.

Le nouveau souverain alla si loin dans sa démarche qu'il se mit à **taxer le travail** des infirmières qui aidaient les personnes âgées ainsi que le travail des femmes qui gardaient les enfants d'autres femmes qui, elles-mêmes, devaient travailler très dur pour payer les taxes que le souverain avait mises en place.

Jusqu'au jour où **certains jeunes ne purent plus supporter la situation. Ils avaient entendu parler de l'ancien souverain** et que de son temps, il n'y avait des taxes que sur les produits de luxe, que l'on pouvait échanger librement sans devoir appliquer des retenues, qu'il n'y avait pas de contrôle et que pratiquement aucun service d'ordre n'était nécessaire car il y avait peu de vols et pratiquement pas de pauvreté.

C'est ainsi qu'un jour, ce groupe très actif de jeunes gens, accompagnés de quelques vieux sages **quittèrent la ville** avec armes et bagage. Ils se mirent en route **pour ériger une nouvelle ville**, suffisamment loin. Ils la construisirent ainsi que des routes et appliquèrent les principes de l'ancien souverain : *Tout le monde pouvait échanger en toute liberté, et tout le monde recevait chaque semaine de l'argent pour commencer sa semaine.* Et en fin de compte, des commerçants arrivèrent dans la nouvelle ville, de sorte que des taxes purent être levées sur les épices, les sucreries et les bijoux.

Ce groupe de pionniers décida également que dans le futur, une seule personne ne pourrait plus détenir le pouvoir et tous ceux qui bâtirent la nouvelle ville durent désigner le responsable. **Les habitants de la ville pouvaient** de même **décider** de remplacer leur chef si celui-ci n'était pas assez bienveillant. Ils décidèrent également que tout le monde pouvait **participer aux décisions importantes** comme par exemple le montant des allocations de base ou le niveau des taxes. Le désastre qu'ils avaient connu avec le fils du souverain ne devait plus pouvoir se produire dans leur nouvelle ville.

Roland DUCHÂTELET
(fondateur et président de VIVANT)

2. APPLICATION DE LA METHODE DU VIEUX SOUVERAIN PAR VIVANT

A. SA PHILOSOPHIE

Son principe premier est le suivant : **dans l'Etat ou la société, l'homme et son environnement écologique doivent être au centre de toute initiative.** L'organisation de la société est au service du citoyen et non pas le contraire. L'épanouissement des hommes et des femmes au sein de la société est une priorité absolue. La société doit tout mettre en œuvre pour y parvenir. Il va cependant de soi que **chacun garde la responsabilité de sa vie et de son bonheur.**

L'homme n'est pas un objet, il ne se limite pas à sa seule fonction de consommateur ou de travailleur. Les hommes et les femmes sont des êtres humains qui méritent le respect en toute circonstance et **sont souverains dans la mesure où ils le souhaitent et en ont la faculté**. Ce sont des acteurs sociaux. Ils sont capables de créativité, dans la limite de leurs possibilités humaines, et peuvent donc participer à l'élaboration de conditions optimales de vie et de société.

Le système économique et les organismes financiers ne sont pas un but en soi. Ce ne sont pas non plus des "valeurs supérieures". Ils sont au service de l'homme. Ils ne sont pas au-dessus des lois ou de l'Etat. L'Etat, c'est-à-dire nous tous, est organisé collectivement et démocratiquement dans le but de rendre notre société viable, durable et agréable.

Les instances supérieures, la politique, les organes de gestion, l'économie, la justice, les fonctionnaires, les ministres... sont des moyens qui permettent aux habitants d'un pays de cohabiter et d'avoir l'impression de vivre en communauté.

Vivant milite pour une justice sociale et lutte contre toute violation physique, morale ou environnementale.

Vivant veut que tous les habitants d'un pays se sentent en sécurité, tant dans leurs relations interpersonnelles qu'en cas d'éventuels problèmes. Dans l'optique de Vivant, la mission de la société est d'éliminer la peur, le désespoir, la misère et l'exclusion par **la prévention, l'information et l'instruction**. De là, notamment, le témoignage d'adhésion de Vivant lors du 50^e anniversaire de la Déclaration des Droits de l'Homme.

B. SA CONVICTION Q'IL FAUT UN NOUVEAU SYSTEME SOCIAL

1. Un Nouveau système

Jusqu'il y a dix ans, nous nous trouvions dans un contexte d'économie essentiellement fermée. Les échanges économiques se faisaient avec des pays ayant un système de sécurité sociale semblable au nôtre. Les entreprises n'avaient pas de possibilités évidentes de délocalisation comme c'est le cas maintenant.

La chute du mur de Berlin a changé le monde. Le monde capitaliste compte actuellement 5 milliards de consommateurs au lieu d'1 milliard il y a dix ans.

Le nombre de travailleurs a augmenté dans des proportions semblables. Mais le salaire de ces travailleurs complémentaires est dix fois plus faible que chez nous.

La sécurité sociale dans la plupart des pays, qui participent nouvellement au marché mondial, est quasi inexistante.

C'est pour cela que la réduction du temps de travail systématisée n'est pas une bonne solution.

Analysons ce qui se passerait si une loi obligeait les entreprises à réduire le temps de travail.

a) Si c'est une réduction du temps de travail avec réduction de salaire, les gens auraient moins d'argent à dépenser. Non seulement, ils vivraient moins bien, mais une plus faible

consommation aurait comme conséquence une diminution des ventes par les entreprises, donc moins de production et donc encore plus de chômage.

b) Si l'on travaille moins pour le même salaire, le coût de production des entreprises augmente, conduisant à des produits plus chers. Nos exportations en souffriraient, conduisant également à plus de chômage.

L'inflation reprendrait à cause de prix plus élevés dans notre pays. Bien sûr, on pourrait importer des produits fabriqués ailleurs à plus faible coût pour éviter l'inflation mais alors le chômage augmenterait d'autant plus.

Dans le contexte du libre-échange avec des pays à bas salaires, la réduction du temps de travail conduit le pays à la désintégration.

Il est grand temps que nos gouvernements comprennent que la sécurité sociale de l'Etat-Providence est en péril et les mesures préconisées jusqu'aujourd'hui démontrent que les politiciens n'y voient plus clair, même si leurs intentions sont les meilleures.

Un pays dont les entreprises doivent payer +/- 40 % de leur valeur ajoutée pour financer la sécurité sociale ne peut pas être mis en concurrence directe avec les pays à bas salaires sans sécurité sociale. Si nous ne voulons pas voir fondre notre sécurité sociale, il n'y a qu'une solution: *faire participer les produits importés au financement de la sécurité sociale.*

Cela peut se faire au mieux en remplaçant, pour les produits fabriqués en Europe, les prélèvements sur les salaires par une augmentation de la TVA.

Quant aux produits fabriqués en dehors de la Communauté Européenne, grâce au travail d'enfants par exemple, ils seraient ainsi grevés de taxes supplémentaires par rapport à la situation actuelle.

Cette mesure n'est pas protectionniste dans le sens strict du terme, puisque la TVA serait la même pour les produits fabriqués chez nous ou dans les pays à bas salaires. En fait, cette mesure ne fait que diminuer une partie du handicap de nos entreprises.

Il faut donc repenser l'Etat-Providence pour le sauver. La base de financement de la sécurité sociale **se rétrécit** d'année en année. Dans le système actuel, basé sur la contribution du salaire des actifs, une faible partie de la population doit assurer son financement (*2.000.000 de travailleurs marchands seulement !*)

La réduction du temps de travail réduit encore plus cette base de financement. La réduction du temps de travail est donc **une erreur**.

C'est une erreur **aussi** parce qu'il y a suffisamment de travail à effectuer, surtout dans les services (soins, entretien, éducation...). Mais ce travail et donc ces services sont devenus **excessivement chers** à cause justement du financement de la sécurité sociale par une taxation sur le travail.

Nous évoluons rapidement vers une société de services. Cela a des conséquences économiques et philosophiques.

a) Au niveau économique, c'est le système de financement de la sécurité sociale qui est mis en cause. En effet, les services ne peuvent être grevés aussi fortement de taxes que les produits industriels car alors un circuit parallèle, au noir, se met en place.

b) Au niveau philosophique, il faut qu'il y ait une prise de conscience que dans la société post-industrielle, il y a du bien-être matériel en suffisance pour tout le monde à condition que l'on organise la société **de façon intelligente**.

Dès lors, l'accent doit être mis sur le bien-être humain (*spirituel...*), c'est-à-dire qu'il faut créer pour les personnes, pour toute la population, un contexte économique et social qui puisse donner à chacun la possibilité de se "sentir bien". En pratique, cela implique une mobilité du travail qui permet à chacun de trouver une occupation qui lui plaît, plutôt que de *s'accrocher une vie durant* à un boulot pour l'unique raison qu'il est une source de revenu et de sécurité. Dès lors, **il faut découpler la sécurité sociale du travail**, aussi bien en ce qui concerne le revenu lorsqu'on perd son travail, que pour les droits à la pension et aux soins médicaux.

2. Que se passera-t-il si nous ne changeons pas notre système social ?

Nous évoluons vers une société où la sécurité sociale durement acquise **s'effrite lentement mais sûrement**. Les politiciens des partis traditionnels ne veulent pas l'admettre, mais la base de financement de la sécurité sociale, c'est-à-dire le nombre des personnes qui contribuent à payer pour la sécurité sociale, **se rétrécit**.

Il y a de moins en moins de personnes qui travaillent et donc, de moins en moins de personnes qui contribuent au financement de la sécurité sociale par le prélèvement de contributions de l'employé et de contributions patronales liées à l'emploi.

En même temps, par les mises en pré-pension et l'accroissement de la durée de vie, les charges de la sécurité sociale deviennent de plus en plus lourdes.

Si rien ne se passe, nous allons vers la faillite du système de sécurité sociale.

Nous en voyons déjà les signaux précurseurs: de plus en plus de personnes sont exclues du chômage et du CPAS.

Moins de sécurité sociale n'est pas acceptable pour Vivant.

Il faut donc, de toute façon, **trouver un autre système de financement** de la sécurité sociale.

Aujourd'hui, l'Etat s'occupe de tout. Vraisemblablement les politiciens pensent que le citoyen est incompetent et de mauvaise foi. Il y a mille règlements, mille possibilités d'aides et autant de contrôleurs pour chaque décision que nous avons à prendre.

Nous voulons un Etat de droit **mais un Etat de droit compréhensible**.

La myriade de lois et de règlements est devenue tellement complexe que même les spécialistes se disputent et se font des procès pour savoir qui a raison, une raison que nous, les gens normaux, ne comprenons pas toujours. **Pensons à la suspension de Monsieur Conerotte par la cour de Cassation qui est la manifestation d'une justice emberlificotée dans des procédures procédurières (ou des difficultés de procédures)**.

En matière de droit de travail et sécurité sociale, la prolifération de règlements n'est pas moindre. Il existe une quarantaine de systèmes de promotion de l'emploi et ils changent constamment comme si le carreleur, le boucher ou le chef d'une PME pouvait trouver le temps d'étudier tout cela.

Il est donc nécessaire de **simplifier la législation concernant le travail et le chômage**.

3. Le modèle Vivant marquera-t-il une différence par rapport à ce que nous connaissons aujourd'hui ?

Non et oui.

Non, dans la mesure où, pour la majorité des gens, les revenus de remplacement qu'ils obtiendraient ne seraient pas très différents de la situation actuelle.

La grosse différence, c'est qu'il ne faut pas avoir travaillé pour avoir droit à la sécurité sociale. De plus, il n'y a pas de calculs savants, d'interventions mystérieuses ou politiques qui peuvent influencer le montant que l'on reçoit.

Surtout, il n'y a pas d'exclus et *le revenu de citoyenneté découple la sécurité sociale du travail.*

Oui car cela rend le travail plus libre, plus flexible et mieux rémunéré.

Ceux qui veulent changer de travail peuvent donner leur démission avant de chercher un autre boulot, *sans pénalisation au niveau du revenu de base puisque ce dernier est inconditionnel.* .

Bien sûr, il devient inutile d'aller pointer et ne pas avoir du travail n'est plus un blâme social.

Les gens pourront donc plus facilement changer de travail, jusqu'à ce qu'ils trouvent le travail et le patron qui leur plaisent. Si, après quelques années, ils désirent une expérience professionnelle nouvelle, pas de problème !

Puisqu'il y aura moins d'exclus, même les gens aisés profiteront de la nouvelle situation car il y aura moins de criminalité, moins de misère.

Notre société est suffisamment riche pour se permettre de pourvoir un revenu de base à tous ses citoyens. Alors, qu'attendons-nous?

4. Pourquoi fallait-il créer un nouveau mouvement politique?

Le monde est en transition. Depuis la chute du mur de Berlin, le système économique mondial s'est agrandi de l'ancien monde communiste (la Chine, l'Inde, les pays de l'Est). En nombre d'habitants, donc en nombre d'acteurs économiques, nous sommes passés de 1 milliard à 6 milliards en quelques années.

Aucune autorité internationale ou nationale ne s'est sérieusement demandé s'il fallait un programme « d'adaptation » au niveau mondial. Il y a eu des interventions localisées (Allemagne de l'Est) et disparates.

Nul ne s'est sérieusement demandé quelles seraient les conséquences économiques pour l'Europe. Les hommes d'affaires n'y ont vu que la possibilité de "business" dans ces pays et ils se sont envolés pour aller créer des "joint ventures", vendre notre know how, souvent avec des subsides payés par le contribuable européen et avec l'aide de nos organismes d'aide au commerce extérieur.

Les résultats: chômage massif avec toutes les conséquences psychiques pour les personnes concernées, érosion du financement de notre sécurité sociale. Les jeunes sont touchés

immédiatement et les personnes âgées le seront lorsqu'il n'y aura plus d'argent pour payer les pensions.

La globalisation de l'économie met la Belgique et l'Europe en compétition directe avec des pays où non seulement les salaires sont plus bas, mais également où il n'y a pas ou peu de protection et donc de coûts sociaux.

Les faibles coûts salariaux en Chine et en Inde (qui sont des réservoirs inépuisables de main d'œuvre - 2 milliards d'habitants, 6 fois plus que l'Europe) incitent les entreprises à délocaliser **tout ce qui peut l'être**. Même des services informatiques et des travaux administratifs sont délocalisés.

Pour notre pays où le coût du travail est artificiellement élevé à cause des impôts (et charges sociales) levés sur le travail, cela produit une spirale négative. Le chômage accru est financé par de nouvelles hausses d'impôts qui rendent notre travail encore moins compétitif.

Il y a deux solutions pour sortir de ce cercle vicieux:

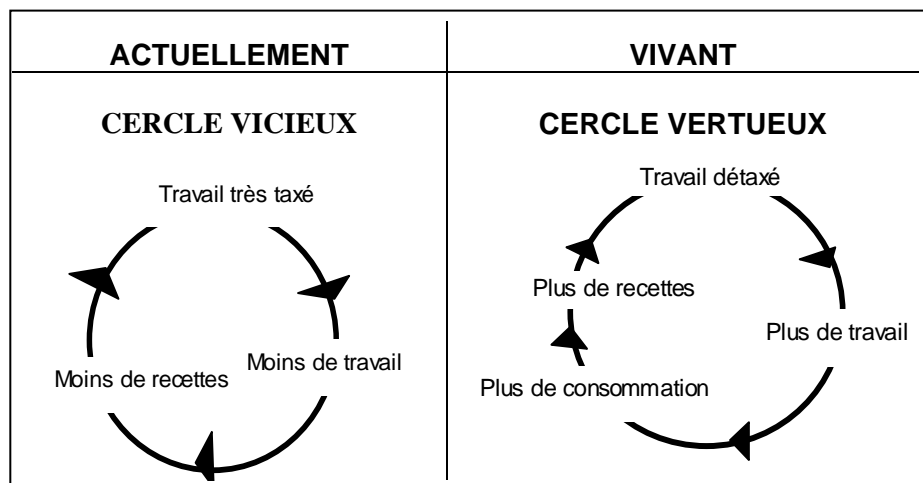
1) Diminuer les salaires en remplaçant des employés expérimentés par des jeunes mal payés avec des statuts sociaux temporaires, diminuer le salaire minimum et mettre en place une répression sociale par des sanctions contre des chômeurs démotivés. C'est ce que fait votre gouvernement. **C'est contre cela que Vivant se révolte.**

2) Faire payer les produits importés (en provenance des pays à bas salaires) pour une partie de notre sécurité sociale. En pratique, remplacer la taxe sur le travail par une taxe sur la consommation (TVA) (TSC). Donc, assainir la base de financement de notre sécurité sociale. C'est ce que veut VIVANT.

UNE LOGIQUE ECONOMIQUE



Il n'est pas nécessaire d'être universitaire pour comprendre !





VIVANT-EUROPE

DEVENEZ GRATUITEMENT MEMBRE DE VIVANT-EUROPE
EN VOUS INSCRIVANT SUR LE SITE www.vivanteurope.org

DEVENIR MEMBRE PARCE QUE

« Il faut arrêter de pénaliser le travail des citoyens européens par une imposition qui favorise les délocalisations.

Les taxes sur le travail tuent l'emploi, vident l'Europe de ses compétences et mettent en péril le financement de notre sécurité sociale.

Le financement de la sécurité sociale européenne doit trouver sa source auprès de la vente des produits en Europe, par une taxe sur la consommation (TSC) ou TVA sociale, plutôt que de rendre hors de prix le coût de l'emploi.

Sauver l'emploi et la sécurité sociale, c'est garantir un développement humain durable au sein d'une Europe sociale respectueuse de l'environnement. »

**VIVANT-EUROPE EST UN MOUVEMENT
POUR CONSTRUIRE UNE EUROPE SOCIALE
ET UNE MONDIALISATION REGULEE**

